

**COMMUNIQUE DE PRESSE N°03/OLUCOME/02/2008 RELATIF AU
BLOCAGE REPETITIF A L'ASSEMBLEE NATIONALE**

Dans ses missions lui confiées, l'Assemblée Nationale, représentant le Peuple, vote les lois et contrôle l'action gouvernementale dans ses diversités. Son mandat est d'être l'œil et le défenseur des intérêts publics en lieu et place du peuple qui l'a mandatée.

Le présent communiqué fait suite aux nombreux autres que l'Observatoire de Lutte Contre la Corruption et les Malversations Economiques « OLUCOME » a rendus public à l'endroit de la communauté tant nationale qu'internationale quant au mauvais fonctionnement de cette précieuse Institution. Ce dysfonctionnement s'est manifesté par des arrêts répétitifs de ses activités. Les Burundais qui avaient fondé beaucoup d'espoirs dans cette Institution dont ils s'étaient dotés lors des élections de 2005 sont de plus déçus.

Avec l'année 2008, les travaux de la session de février sont bloqués alors que les élus du « peuple » ne cessent de percevoir des sommes colossales et divers avantages supportés par la population. L'OLUCOME déplore cette forme de malversations qui s'opère au vu et au su de tout le monde.

En effet, le pays vient de perdre inutilement une somme d'un milliard sept cent cinquante quatre millions quatre vingt quatorze mille soixante huit francs burundais (1 754 094 068 Fbu) pendant ce mois d'arrêt des travaux. Cette somme vient s'ajouter à cinq milliards cent quarante cinq millions six cent soixante treize mille sept cents quarante six francs (5 145 673 746 Fbu) des huit mois payés en 2007 alors que les travaux étaient bloqués. **Le total de ce montant qui se chiffre à 6.899.767.814fbu pourrait construire cent (100) centres de santé.**

L' OLUCOME s'inquiète de l'attitude des Députés qui, visiblement arrête les activités pour des intérêts personnels et/ou de leurs partis politiques.

Dans ce même ordre d'idées, l'OLUCOME constate avec regret que même un mois de décembre 2007, où ils faisaient semblant de travailler, ils n'ont fait

qu'augmenter leurs avantages qui ont passé de 7 718 510 619 Fbu à 10 524 564 406 Fbu, soit une augmentation de 26,6%, sans parler des frais d'expropriation et de lotissement pour leurs parcelles qui s'évaluent à sept cent millions de nos francs (700.000.000 Fbu).

Compte tenu de cette situation combien regrettable et préoccupante, l'OLUCOME demande aux représentants du peuple de :

- se préoccuper des intérêts du peuple qui les a élus avant les leurs ;
- éviter les arrêts des travaux afin de voter à temps les lois, et faire le contrôle régulier de l'action gouvernementale.

Vu les moyens financiers exorbitants perçus indûment par les députés pendant que la population, grand contribuable, croupisse dans la misère sans nom, l'OLUCOME estime qu'il est grand temps que ces derniers en prennent conscience et agissent en fonction des intérêts de la population qui les a mandatés.

Fait à Bujumbura, le 28 /02/2008

Pour l'OLUCOME,

Gabriel RUFYIRI

Président